

Le Chef de l'Etat vient de convoquer le corps électoral pour les premières élections régionale au Cameroun.

En effet, les collèges électoraux sont convoqués au chef-lieu de chaque département, le dimanche 06 décembre 2020, à l'effet de procéder à l'élection des Conseillers Régionaux, informe un décret rendu public ce lundi 7 septembre par le président Paul Biya.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

DECRET N° 2020/547 DU 07 SEPT 2020
 portant convocation des collèges électoraux en
 vue de l'élection des Conseillers Régionaux.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu** la Constitution ;
Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, ensemble
 ses modificatifs subséquents,

DECRETE :

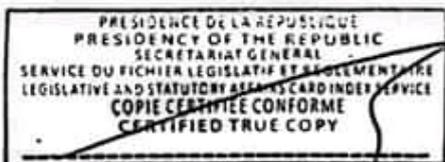
ARTICLE 1^{er}.- Les collèges électoraux sont convoqués au chef-lieu de
 chaque Département, le dimanche 06 décembre 2020, à l'effet de
 procéder à l'élection des Conseillers Régionaux.

ARTICLE 2.- Les bureaux de vote seront ouverts à huit (08) heures et
 fermés à dix-huit (18) heures.

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la
 procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et
 anglais./-

Yaoundé, le 07 SEPT 2020

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,



PAUL BIYA

Voilà qui sonne comme une réponse claire à Maurice Kamto, le leader du MRC, qui a tendu la

main aux partis politiques, aux mouvements associatifs et syndicaux, à la Diaspora, aux intellectuels et à la société civile, pour faire un front commun qui va empêcher Paul Biya d'organiser les élections régionales avant la réforme consensuelle du système électoral et la résolution de la crise anglophone.

« Organiser des élections régionales ou toute autre élection politique dans ces conditions ne serait rien moins qu'un mépris supplémentaire des préoccupations constantes des Camerounais et des suggestions réitérées des partenaires internationaux de notre pays. Aussi, j'annonce que toute convocation du corps électoral par le gouvernement illégal et illégitime de Yaoundé, avant la prise en compte et une mise en application effective des deux exigences rappelées ci-dessus, emportera AUTOMATIQUEMENT lancement d'une gigantesque campagne nationale d'APPEL AU DÉPART PUR ET SIMPLE DE M. PAUL BIYA DU POUVOIR, sans qu'il y ait besoin d'attendre une nouvelle communication à cet égard», avait averti Maurice Kamto lors d'une conférence de presse le 24 août au QG de son parti à Yaoundé.